UNION INTERNATIONALE DES MAGISTRATS
2^{ème} commission d'études – ABIDJAN 28-31 octobre 2002

FRANCE

La responsabilité civile des juges

- I -

1. Sous quelles conditions un juge engage t-il sa responsabilité pour

a. erreurs de jugement :

Les erreurs de jugement sont corrigées par le mécanisme des voies de recours. Il n'y a pas de responsabilité personnelle pour erreur de jugement, sauf faute lourde. C'est alors l'Etat qui garantit la victime, et il peut se retourner contre le juge. La première chambre civile de la cour de cassation est la juridiction compétente pour statuer. En pratique, le recours contre le juge (magistrat) à titre individuel n'a jamais été exercé.

B. propos diffamatoires émis au cours d'une audience

Une telle situation se traduit par des poursuites disciplinaires, le statut de la magistrature prévoyant que " tout manquement par un magistrat aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité, constitue une faute disciplinaire ".

c. délais excessifs

Une telle situation peut également donner lieu à des poursuites disciplinaires. La promotion du magistrat peut en être affectée, car le chef de la Cour d'Appel (Premier Président ou Procureur Général), qui est administrativement le supérieur hiérarchique du magistrat, peut faire état de cette circonstance lors de l'évaluation de ce dernier. La commission d'avancement qui statue sur les mérites d'une promotion en sera informée.

d. Fonctionnement défectueux des services judiciaires.

La faute lourde ou le déni de justice (refus de répondre ou de répondre dans des délais raisonnables) conditionne la responsabilité de l'Etat et, subsidiairement, celle du magistrat, dans les conditions indiquées en point a. La Cour de cassation définissait la faute lourde comme étant celle *qui implique des méconnaissances graves et inexcusables des devoirs essentiels du juge dans l'exercice de ses fonctions*. Elle a fait évoluer cette notion par une décision prise le 23 février 2001 en assemblée plénière : constitue désormais une faute " *toute déficience caractérisée par un fait ou une série de faits, traduisant l'inaptitude du service public de la justice à remplir la mission dont il est investi* ". Tout résultat gravement préjudiciable issu d'une telle déficience entre manifestement dans le champ de cette définition. Et nul doute que l'incapacité à répondre dans les délais puisse être source de conséquences gravement préjudiciables.

e. Autres comportements dans l'exercice des fonctions

La question du respect de l'obligation de réserve est traitée par un autre article du statut (art. 10) " *toute manifestation d'hostilité au principe ou à la forme du gouvernement est interdite aux magistrats, de même que toute démonstration de nature politique incompatible avec la réserve que leur imposent leurs fonctions* ". Toutefois, le C.S.M. admet une certaine liberté de parole de la part des magistrats, y compris à titre individuel, pourvu que l'expression demeure modérée et qu'elle ne compromette pas l'exigence de dignité.

2. Dans ces cas, s'agit-il d'une responsabilité personnelle ou d'une responsabilité de l'Etat ? Si le juge est tenu responsable personnellement, est-ce que l'Etat lui rembourse ce qu'il a dû payer ou vice versa ?

Les magistrats ne sont responsables que de leurs fautes personnelles. La

responsabilité des magistrats qui ont commis une faute personnelle se rattachant au service public de la justice ne peut être engagée que sur action récursoire de l'Etat. Comme déjà dit en point 1, a., cette action n'a jamais été exercée. Mais dans la théorie, c'est bien le magistrat qui rembourserait l'Etat.

Remarque importante : les réponses faites dans le questionnaire concernent les magistrats de carrière. Les magistrats occasionnels composant certaines juridictions spéciales (tribunaux de commerce, juridictions sociales) qui sont des personnes bénévoles élues par leurs pairs peuvent être mis en cause directement selon une procédure complexe qui évite de gêner directement leur exercice (procédure dite de " *prise à partie* " qui comporte des cas d'ouverture qui répondent à la définition de la faute lourde).

3. Une assurance contre ce risque est-elle habituelle, obligatoire ou fournie par le gouvernement ?

Non, les magistrats ne sont pas assurés, et il n'est pas imaginable que le gouvernement puisse le faire pour eux. Si le régime de la responsabilité était modifié et si les justiciables pouvaient attaquer directement les magistrats en responsabilité civile (ce qui était le cas autrefois selon la procédure de " *prise à partie* " toutefois difficile à mettre en oeuvre), il faudrait alors envisager une assurance obligatoire.

4. Est-ce que les règles de la responsabilité civile des juges mettent en cause leur indépendance ?

Non. Elles sont au contraire protectrices, puisque le justiciable ne peut attaquer directement le juge. Nous sommes favorables à ce système : ce qui appartient à la responsabilité de l'Etat doit d'abord conduire à la mise en cause de la responsabilité de l'Etat. Mais on peut en tenir compte sur le plan disciplinaire ou sur le plan de la promotion du magistrat.

5. Y a-t-il des projets de réforme ?

Non, bien que les politiques souhaiteraient pouvoir mettre plus directement en cause la responsabilité des magistrats, en fait, en espérant ainsi peser sur les décisions qui les menacent ou les dérangent. Ils ont déjà obtenu que la responsabilité disciplinaire soit plus souvent engagée. Ils souhaitaient la mise en place d'une commission nationale pour recevoir les réclamations des justiciables, organisme dans lequel les magistrats auraient été minoritaires. Le mouvement de protestation des magistrats au début de l'année 2000 a fait échouer le projet.

- II -

6. Quels points désirez vous discuter à fond ?

La liberté de juger (peut-on faire état des décisions rendues pour apprécier la responsabilité du juge ?). La critique des décisions de justice et plus spécialement, les possibilités éventuellement offertes aux citoyens de contester indirectement les décisions de justice.

- III -

7. Quelles modifications proposeriez vous au législateur dans ce domaine ?

Aucune, si ce n'est inscrire dans les textes : " aucune décision disciplinaire ni aucune décision statuant sur la responsabilité personnelle du juge sur action récursoire de l'Etat ne peut prendre en considération le contenu des décisions juridictionnelles, hormis le cas d'abus de pouvoir caractérisé ou de faute intentionnelle ".

- IV -

8. Quel sujet proposez vous pour l'année prochaine ?
L'accès au droit et à la justice (notamment, les politiques publiques en la matière)
9. Que pensez vous de l'expérience consistant à faire état de quelques cas ? Autres suggestions ?
Le questionnaire peut être bref ou long, cela dépend du sujet, mais il vaut mieux qu'il soit bref. Il est possible de faire état de quelques cas pour illustrer le questionnaire, mais il faut penser aussi à ne pas trop compliquer le travail du président de la commission.

Rédigé par : Jean-François Kriegk - Président du Tribunal de Grande Instance de Nîmes

Exemple de faute simple :

Juge ne prenant pas la peine de vérifier sa compétence ce qui impose de reprendre les formalités

Exemple de faute lourde engageant la responsabilité de l'Etat et la responsabilité disciplinaire :

Longueur anormale d'un délibéré causant préjudice à un créancier ou à un bailleur

Exemple d'insuffisance professionnelle (responsabilité disciplinaire) :

Le magistrat, par suite d'absences répétées a dû être remplacé en urgence pour que les audiences prévues puissent être tenues

Exemple de manquement à l'obligation de réserve (responsabilité disciplinaire) :

A manqué aux devoirs de son état, à la délicatesse et à la réserve un magistrat ayant publié dans la revue d'une organisation professionnelle de magistrats un article consacré à un autre magistrat de nature à heurter la sensibilité de chacun, notamment de tous ceux qui ont été victimes de l'antisémitisme.